

Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ?

Sylvie Bredeloup*

À l'échelle internationale, la migration a d'abord été étudiée exclusivement dans ses dimensions économiques ; le travail immigré a été pensé et décliné au masculin. Dans les recherches africanistes, la notion de *migration passive* a été convoquée pendant plusieurs décennies pour qualifier les déplacements engagés par les épouses dans l'intention d'accompagner ou de rejoindre leurs maris à l'étranger alors que les migrations solitaires, rebaptisées *actives*, restaient largement occultées ou assimilées le plus souvent à des formes de prostitution plus ou moins organisées [Findley, 1989]. Au regard de cette construction dichotomique, il était impensable qu'une Africaine fasse le choix personnel de quitter son pays ; elle était considérée comme une migrante par défaut. Dans le même temps, l'historiographie des migrations africaines peinait à se soustraire à la fois d'une vision coloniale et sexiste [Goerg, Dulucq, 2004]. Pourtant « les femmes sont aussi des oiseaux migrateurs » rappelait Mirjina Morokvasic en 1984, en écho au célèbre ouvrage de Piore, décrivant leur investissement sur le marché du travail de la petite industrie. Il a fallu attendre le début des années 1980 pour que les recherches internationales considèrent les femmes comme des actrices à part entière, à l'image des hommes [Eichler, 1991] et prennent en compte la multiplicité des formes migratoires dans lesquelles elles sont impliquées. Au même titre que les modalités du regroupement familial, la migration volontaire liée au travail indépendant, au travail qualifié ou aux services à la personne (*care*) a commencé à être renseignée [Parrenas, 2001], [Mozère, 2002], [Destremau B., Lautier B., 2002]. Plus récemment une nouvelle orientation de recherche s'est dessinée, celle du genre, pointant les relations entre les hommes et les femmes et, par-delà les relations de sexe, les relations de pouvoir [Falquet, Hirata, Kergoat, Labari, Le Feuvre, Sow, 2010]. La femme africaine a donc pendant longtemps été doublement absente, et du champ des études africaines et de celui de la migration volontaire individuelle. « La redécouverte d'un passé mobile des

* Socio-anthropologue à l'IRD (Institut de recherche pour le développement).

femmes est autant une nouveauté historique que le résultat de questionnements historiographiques innovateurs permettant de réviser à la fois l'histoire des femmes et celle des migrations » [Green, 2002, p. 105].

Aujourd'hui, à l'heure où la libre circulation est rendue problématique et, où les crises, qui travaillent en profondeur le continent africain, troublent autant les conduites individuelles, les imaginaires que les structures économiques, nombre de femmes, à l'instar des représentants du sexe masculin, migrantes ou commerçantes au long cours partent négocier des *cabas* ou des *conteneurs*, de plus en plus loin de chez elles, allant même pour certaines jusqu'à revendiquer le statut d'« aventurière ». À partir de travaux menés auprès de commerçants et commerçantes africaines rencontrés sur les routes migratoires au cours des deux dernières décennies¹ aussi bien à Marseille qu'à Guangzhou et à Dubaï, il s'agira d'éclairer la figure de la commerçante africaine, qu'elle soit migrante ou voyageuse, en vue d'apporter quelques éléments de réponse sur les liens tissés entre mobilité spatiale et émancipation féminine. Quels sont les ressorts de ces négoce africains qui se conjuguent aussi au féminin ? Ces commerçantes au long cours entrevoient-elles dans cette mise à distance d'avec la société d'origine la possibilité de contourner ou de rejeter certaines contraintes familiales, matrimoniales ou statutaires et de gagner en autonomie, ou l'abordent-elles comme un détour nécessaire aujourd'hui pour consolider la fortune familiale dans son ensemble ? Individuellement ou collectivement, quels moyens mettent-elles en œuvre pour légitimer leurs choix de vie et dépasser les injonctions normatives qui leur sont faites en tant que femmes africaines ? Quelles lignes de conduite mobilisent-elles pour construire leur réputation ici et là-bas ? Dans quelle mesure le genre, mais aussi la féminité, peuvent-ils devenir des ressources pour gagner en autonomie professionnelle ? Enfin, en se disant aventurières, les femmes commerçantes souhaitent-elles réenchanter une expérience morale inconfortable, ou s'agit-il de reprendre à leur compte un

1. Entretiens, biographies et observations réalisés à Marseille entre 1996 et 2000, à Hong Kong et Guangzhou entre 2006 et 2008 ; à Dubaï en 2009. Les travaux engagés à Marseille avaient pour objectifs d'apprécier les modalités d'installation des ressortissants de l'Afrique-subaharienne impliqués dans de multiples négoce au long du siècle dernier et d'éclairer la figure de l'entrepreneur-migrant. Ces recherches n'ont donc pas porté spécifiquement sur les femmes ni sur les seules femmes commerçantes. Des observations avaient également été menées auprès de femmes mariées arrivées dans le cadre du regroupement familial et qui n'exerçaient pas d'activité professionnelle ; elles se retrouvaient régulièrement lors de tontines auxquelles j'ai pu participer pendant près d'un an. Mais la plupart des observations répétées ont été opérées dans la sphère publique (commerces). Quant aux récits de femmes enregistrés dans les villes asiatiques, ils participaient également d'un protocole de recherche plus vaste où il s'agissait de comprendre de quelle manière les commerçants africains avaient été à l'origine de la structuration d'un « comptoir » marchand dans les villes asiatiques. Deux catégories de femmes ont été identifiées à cette occasion : des femmes mariées à de grands commerçants africains implantés durablement dans les villes de Guangzhou, Hong Kong et Bangkok, et des femmes commerçantes résidant en Afrique ou en Europe, et venant s'approvisionner en gros ou au détail dans les usines asiatiques ou les pôles de réexportation (Dubaï). Si la majorité des épouses des hommes d'affaire rencontrés n'exerçaient pas d'activité professionnelle sur leur lieu d'immigration, quelques-unes d'entre elles avaient néanmoins ouvert un restaurant communautaire officieux à l'attention des membres de la communauté, ou encore transformé leur appartement en lieu de réception des commerçants et commerçantes circulantes. Toutes ces femmes ont été rencontrées dans les sociétés de *trading*, dans les hôtels et restaurants, mais aussi, pour celles issues de la deuxième catégorie, dans les lieux de transport (aéroports de Dubaï et de Hong Kong, train entre Hong Kong et Guangzhou). Quelques-unes encore ont été interrogées dans leurs magasins, dans leur pays d'origine (Dakar, Ouagadougou).

qualificatif habituellement réservé aux hommes pour signaler le processus d'émancipation personnelle dans lequel elles seraient engagées ?

Migration vers l'Europe ou navette commerciale entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie : porosité des statuts, hétérogénéité des parcours féminins

Une première distinction pourrait être établie entre les femmes africaines ayant émigré à l'étranger et qui, à partir de cet espace d'accueil, déploient un négoce transnational, et des commerçantes partant régulièrement s'approvisionner, en gros ou au détail, en marchandises diverses loin de chez elles, au-delà des frontières nationales. Les premières cumulent les fonctions de migrantes et de commerçantes alors que les secondes sont rebaptisées « visiteuses » dans le pays d'accueil, ou encore « circulantes » ou « femmes navettes ». Mais la réalité est plus complexe, dès lors que ces catégories sont poreuses. En effet, une « femme navette » peut aussi, après avoir exploré les arcanes de la mobilité professionnelle, s'engager sur le chemin de la migration. Et inversement, une migrante exerçant dans un premier temps un négoce sédentaire peut trouver un intérêt à voyager régulièrement à partir de son nouveau port d'attache pour donner une nouvelle assise et amplitude à son activité commerciale.

Les premières migrantes africaines investies dans le commerce transnational, je les rencontrais à Marseille au milieu des années 1990 alors que je m'intéressais aux différentes étapes historiques de cette migration subsaharienne. Toute une nouvelle génération de jeunes femmes, célibataires en majorité et ressortissantes de l'Afrique forestière, venait d'ouvrir des restaurants, des commerces de produits exotiques et des salons de coiffure ayant pignon sur rue, à Noailles, dans la partie dégradée du centre-ville. Les hommes étaient minoritaires² dans la constitution de ce nouveau dispositif marchand où les clients pouvaient, tout à la fois, se faire tresser les cheveux, goûter de la viande de brousse, réserver un billet d'avion, ou se faire couper sur mesure un vêtement. Lieu de commerce mais aussi surtout espace de convivialité à destination des Africains de Marseille et plus largement du sud-est de la France.

À partir de leurs arrière-boutiques, ces commerçantes négocient des conteneurs de riz cambodgien pour le Cameroun, des pneus recyclés pour le Sénégal mais aussi du café ivoirien et des arachides sénégalaises pour une autre métropole européenne. Un fax, quelques relations, et l'affaire tourne : des sociétés d'import-export, sommaires certes mais d'envergure internationale, ont vu ainsi le jour. Indépendamment du genre, c'est la compétence relationnelle qui prime dans ces négoce, tout comme la capacité à la mobilité spatiale, à la flexibilité identitaire.

2. La féminisation de la migration reste cependant en débat : les rapports de la Division de la population des Nations Unies, qui ont documenté l'importance de la présence féminine dans les parcours migratoires depuis cinquante ans, ne font pas en effet état d'une augmentation notable de leur proportion (46 % en 1960 ; 49 % en 2000) qui justifierait le changement de discours.

Quand leurs fournisseurs occasionnels ne parviennent pas à satisfaire leur demande, les commerçantes de Noailles partent s'approvisionner en tissus de wax en Belgique ou en bijoux plaqués or en Italie, à Dubaï, directement auprès des grossistes. Saisissant est donc le contraste avec la période antérieure au cours de laquelle les quelques femmes sénégalaises ou guinéennes présentes dans l'espace commercial marseillais étaient restées très discrètes, exerçant une activité circonscrite à l'échelle d'un quartier. Les unes avaient installé des gargotes clandestines dans le quartier Belsunce, à l'étage d'immeubles résidentiels et à l'attention exclusive de leurs compatriotes navigateurs au long cours, alors que d'autres écoulaient à même le sol des produits communautaires à très faible rentabilité, dans quelques rues voisines [Bertoncello, Bredeloup, 2004]. Les femmes commerçantes de Noailles multiplient à l'inverse les activités à partir d'un même lieu pour affronter au mieux la concurrence mais aussi pour s'adapter à une clientèle, elle-même extrêmement mobile et inconstante.

Au cours de recherches plus récentes portant sur l'émergence d'un comptoir commercial africain en Asie, j'ai rencontré dans plusieurs places marchandes – Bangkok, Hong Kong, Guangzhou et Dubaï – des femmes grossistes ou détaillantes, les unes assurant la navette commerciale entre leur pays d'origine (Côte-d'Ivoire, Guinée, Kenya, Mali, Nigeria, Sénégal, Zambie...) et une ou plusieurs cités asiatiques, les autres déjà implantées à Paris, Bordeaux, Naples ou Las Palmas et multipliant les allers et retours entre leur pays d'adoption et les nouvelles usines du monde. Les premières sont commerçantes, les secondes peuvent cumuler les statuts de migrantes et de commerçantes. Dans cette économie de comptoir, c'est l'ancrage de quelques hommes d'affaire maliens, guinéens et nigériens, bien introduits dans la société d'accueil et maîtrisant les codes linguistiques et culturels en vigueur, qui permet à leurs compatriotes de circuler aisément entre les différents lieux de production et de venir remplir leurs containers de marchandises fabriquées en Asie. L'ouverture de la République Populaire de Chine au commerce a conduit les hommes d'affaire africains à installer de nouvelles sociétés de *trading* à proximité de la foire de Canton et à démarcher auprès des usines de la zone économique spéciale de Schenzen. Les femmes ont accompagné le mouvement : elles sont, en effet, de plus en plus nombreuses à délaisser Dubaï, plate-forme intermédiaire d'exportation, pour aller s'approvisionner directement et régulièrement à la source, sur les marchés asiatiques [Bertoncello, Bredeloup, 2007].

Ce phénomène de navettes est à comprendre également à l'aune d'une détérioration des conditions de vie et de travail en Afrique et d'une globalisation des marchés du travail. Il s'est intensifié et féminisé au cours de cette dernière décennie. Les premières commerçantes ouest-africaines conduites à explorer ces nouvelles pistes furent des femmes mariées d'âge mûr qui combinèrent dans un premier temps visite religieuse à Fez sur la tombe du fondateur de la *Tidjanyya*, confrérie musulmane et achats de produits marocains à Casablanca [Marfaing, 2007]. Ce furent ensuite des femmes « castées », que leur statut social autorisait à prendre certaines libertés en vue d'acquiescer une plus grande autonomie professionnelle. Il semblerait en effet que la majorité des Sénégalaises installées à

Ténérife et interrogées à Guangzhou appartiennent à la caste des griottes : contrairement aux femmes de noble ascendance, contraintes pendant longtemps à l'inactivité, elles sont les premières à s'être lancées dans le négoce entre leur pays d'origine et les Baléares [Rosanders, 2005]. Elles sont aussi arrivées avant les autres en Chine, pour s'approvisionner en bijoux fantaisie et autres menus objets.

Progressivement, à mesure de la montée en puissance du chômage et des turbulences politiques sur le continent africain³, les profils démographiques des « femmes navettes » se sont diversifiés. À Guangzhou et Hong Kong, les femmes interrogées étaient aussi bien célibataires, mariées que divorcées ; si les unes avaient eu un cursus scolaire limité, d'autres étaient retraitées de la fonction publique ou encore fraîchement diplômées de l'enseignement supérieur. Entre 2006 et 2008, les ressortissantes de l'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Zambie...) ont fait une percée remarquable dans cette activité qui était jusqu'alors dominée par les Africaines de l'Ouest. Le comptoir africain en Asie se caractérise aujourd'hui entre autre par l'hétérogénéité croissante des figures et carrières des négociantes au long cours.

Des relations familiales réinterrogées à l'aune de la mobilité féminine

Des parcours migratoires engagés sous le signe de la rupture

Pour construire leurs petits empires toujours fragiles, les ressortissantes de Côte d'Ivoire, du Cameroun, de République centrafricaine et du Sénégal, aux racines essentiellement urbaines qui se sont arrêtées à Marseille ont dû relever de nombreux défis. Pour exister en tant qu'individus, elles ont dû se mettre en contradiction avec certaines institutions, certaines pratiques exercées dans leur pays d'origine. La majorité d'entre elles ont pour point commun des parcours familiaux et matrimoniaux bien souvent chaotiques. Les unes sont arrivées à Marseille après avoir divorcé, contrarié une union polygamique ou refusé un mariage arrangé ; d'autres, ne pouvant plus compter sur un soutien familial pérenne pour continuer leur cursus secondaire ou universitaire ont aussi, comme elles le disent, préféré « forcer le destin » et « tenter l'aventure ». D'autres enfin sont arrivées avec un mari français dont elles se sont rapidement séparées, se mettant en concubinage avec un autre Français ou un compatriote rencontré à Marseille, quelque temps plus tard. Ces multiples événements – rupture matrimoniale, rupture familiale, arrêt de la scolarité – qui ont traversé la vie de ces jeunes femmes, selon les lieux (pays d'origine ou la France), le contexte dans lesquels ils ont pris place (situation politique mouvementée au pays), et selon la période à laquelle ils se sont déroulés dans leur cycle de vie (adolescence ou âge adulte), peuvent avoir conduit à des

3. On observe d'ailleurs ce processus également au départ des pays du Maghreb (Algérie, Maroc) depuis le début des années 1990 [Manry, 2005]. Des femmes algériennes le plus souvent divorcées ont commencé à voyager pour affaires en direction de Damas, d'Istanbul, de Tripoli, du Caire ou de Dubaï alors que la violence explosait dans leur pays, que le chômage s'exacerbait et que les systèmes de la débrouille se généralisaient.

« bifurcations » notables dans les parcours de vie de ces femmes, à des « tournants de l'existence » [Hughes, 1950]. L'émigration vers Marseille en constitue assurément un. Les femmes rencontrées remettent en question les modèles féminins et masculins qu'elles ont connus en Afrique et rappellent notamment qu'elles mettent tout en œuvre à Marseille pour que leur vie ne ressemble pas à celle de leurs mères, trop dépendantes du bon vouloir de leur conjoint.

Les « circulantes » comptent aussi dans leur rang des femmes en rupture de ban, notamment des femmes divorcées ou répudiées ayant connu des mariages malheureux ou subi des violences conjugales. Leur engagement professionnel peut être lu comme le prolongement d'un processus d'émancipation déjà engagé.

Des navettes qui remodèlent l'organisation familiale

Devenant des partenaires commerciales à part entière, les commerçantes au long cours interrogées dans les cités asiatiques sont conduites à réaménager leurs relations avec la famille. Si elles veulent continuer à exercer leur négoce transnational de façon régulière et donc professionnelle, ces femmes doivent être sérieusement épaulées au pays, par leurs mères, leurs sœurs, leurs filles ou leurs cousines. Quand les commerçantes mères de famille ne peuvent solliciter leur entourage féminin, elles doivent alors compter sur leurs propres forces. Il n'est donc pas rare de voir dans les avions ou chez les transitaires, des femmes avec leur bébé sous le bras, poursuivant leur activité.

Ces femmes qui circulent en permanence entre plusieurs lieux entendent bien aussi conserver leurs prérogatives et notamment un certain contrôle sur la sphère domestique en dépit de leur éloignement géographique fréquent. Pour y parvenir, elles s'efforcent de mettre en œuvre des tactiques suffisamment élaborées pour que, dans le cadre d'unions polygamiques, leurs coépouses ne profitent pas de la situation ou encore que leurs enfants prennent trop de libertés pendant leur absence. C'est ainsi qu'elles sont amenées à solliciter l'aide de petites cousines villageoises et à financer leur installation dans la famille. Des auteurs ont étudié comment par ces pratiques, les femmes établies contribuaient paradoxalement à Bamako, Dakar ou Abidjan, à l'assujettissement d'autres femmes et notamment à la précarisation de « petites bonnes » recrutées dans les zones rurales [Delaunay, 1994 ; Jacquemin, 2003 ; Lesclingand, 2004]. Autrement dit, leur propre trajectoire d'émancipation ne les conduit pas pour autant à une solidarité de genre mais perpétue *a contrario* les inégalités sociales. De la même manière, l'ascension professionnelle des commerçantes africaines de Noailles passe par l'exploitation de jeunes compatriotes fraîchement débarquées à Marseille qui se retrouvent employées, mal ou non rémunérées, dans les restaurants ou salons de coiffure qu'elles gèrent. Il nous a été possible également de vérifier que des commerçantes sénégalaises partant régulièrement en Chine avaient fait venir du village de jeunes parentes qui, au lieu de suivre un cursus scolaire comme la famille l'avait avancé, se retrouvaient à prendre en charge gracieusement l'ensemble de la vie domestique en l'absence de la « patronne ».

À se demander si l'autonomie économique relative acquise par les commerçantes grâce à des arrangements avec les autres femmes de la famille et, par suite, une dépendance accrue des premières vis-à-vis des secondes, pourra déboucher sur leur émancipation totale. Rien n'est moins sûr, d'autant que le cumul de responsabilités grandissantes et la multiplication des activités commerciales et domestiques entre ici et là-bas, au lieu de leur permettre d'atteindre une plus grande autonomie individuelle, pourraient plutôt alourdir leur emploi du temps et les conduire vers de nouvelles formes d'asservissement. Le remplacement des commerçantes au long cours par des domestiques, elles-mêmes travailleuses immigrées, pour effectuer certaines tâches ménagères signale en creux la permanence des rôles entre sexes et la persistance de la division du travail entre les hommes et les femmes : le travail au féminin n'a pas conduit les hommes à s'impliquer dans les activités domestiques ni n'a remis en question les normes structurelles en vigueur dans la société sénégalaise.

Autonomie économique des commerçantes et autorité conjugale : des relations à explorer

Quelles attitudes adoptent les commerçantes au long cours mariées par rapport à leurs conjoints à mesure qu'elles acquièrent une certaine autonomie économique ? Plusieurs discours ont été recueillis. Les unes disent veiller à ne perturber ni la hiérarchie familiale ni l'autorité conjugale ; ce qui ne les empêche pas de militer pour des changements en douceur. Autrement dit, l'honneur de leur mari doit rester sauf. Si elles sont conscientes de jouer un rôle de plus en plus central dans les décisions majeures prises au sein de l'unité familiale et de subvenir en grande partie aux besoins familiaux, il importe pour la paix de leurs ménages de rester très discrètes sur leurs affaires, une fois rentrées au pays et de les développer à l'ombre des convenances, au risque sinon que leurs maris perdent la face. Bien maîtrisée, l'éthique de la déférence devient une arme féminine [Goffman, 1956]. D'autres à l'inverse supportant de moins en moins l'inactivité de leur conjoint ou encore souffrant des déboires conjugaux, ne sont plus disposées, comme elles le disent, à financer l'entretien de la maîtresse de leur époux et travaillent dorénavant à consolider leur propre situation. On retrouve alors une problématique comparable à celle exposée à Abidjan il y a déjà plus de trente ans : une « guerre de sexes » qui se rejoue cette fois-ci à distance [Vidal, 1977].

Mais à quel point ces voyageuses, ces entrepreneuses aux compétences multiples font-elles bouger les lignes ? Capitalisent-elles leurs acquis, transforment-elles leurs compétences professionnelles, culturelles et sociales en nouveau statut social ou contribuent-elles au maintien de l'ordre social, s'efforçant de remplir leurs obligations familiales de fille, de mère et d'épouse sans transiger ? De nouvelles recherches devaient être menées pour approfondir cette vaste question sachant que ces femmes ne sont pas toujours disposées à rendre compte à l'étrangère des moments volés, des plaisirs solitaires qu'elles peuvent vivre au cours de ces voyages incessants, tout comme des changements intimes provoqués dans leur

couple par ces nouvelles responsabilités économiques. Des auteurs signalent néanmoins la double vie que mènent certaines de ces femmes, profitant de ces voyages incessants et pas toujours surveillés pour mener des « amours vagabondes » à l'autre bout du monde avec un homme d'affaire rencontré en chemin [Manry, 2005 ; Lesourd, 2006].

La construction de la réputation : un prix à payer pour une liberté d'action

Un crédit social sans cesse à conforter

Qu'elles soient de passage ou installées plus durablement dans les villes étrangères, les femmes africaines qui se sont engagées dans l'aventure commerciale en dehors du cadre familial doivent contrôler l'image qu'elles renvoient ici et là-bas, faire en sorte que leurs conduites soient jugées non déviantes dans l'espace public par leurs pairs et leurs relations d'affaire. Si leurs « arts de faire » diffèrent, toutes travaillent à construire ou consolider leur réputation, gage de leur maintien dans le milieu.

Les Africaines de Noailles s'engagent pleinement dans leur nouvelle entreprise commerciale non seulement pour gagner de l'argent, mais aussi pour se faire un nom, pour trouver une place à la fois dans le pays d'accueil comme dans leur société d'origine, d'où elles ont été rejetées au départ. Elles soignent leur image, travaillant d'abord à devenir notables dans la cité phocéenne. Ce qui ne relève pas des préoccupations immédiates de leurs compatriotes de sexe masculin, qui ne se sentent pas tenus par les mêmes obligations. Non seulement ces femmes participent fréquemment aux manifestations culturelles organisées dans la région pour se faire connaître et apprécier des personnalités politiques locales en vue mais encore, elles contribuent à des actions caritatives à l'endroit des plus démunis et le font savoir notamment à travers les médias. Enfin, elles sont à l'origine de la création de multiples associations féminines promouvant l'éducation et l'émancipation des femmes africaines en France, qui peuvent servir de couverture voire de tremplin à leurs activités économiques. Par ces pratiques et cette mise en scène du dévouement, elles entendent accéder à la catégorie de commerçantes actives, reconnues dans la société d'accueil. Conscientes également des représentations raciales en vigueur, elles n'hésitent pas à reprendre à leur compte certains discours essentialistes et mettent en avant leur « naturel généreux, chaleureux, accueillant », voulant renouer avec la figure maternelle africaine rassurante. Une compétence culturelle indéniable. Ce qui ne les empêche pas, nous l'avons déjà signalé, d'être particulièrement pugnaces et intraitables envers leurs concurrents ni d'employer des compatriotes à des salaires dérisoires et dans des conditions de travail déplorables. La frontière qui sépare la commerçante sérieuse de la négociante malhonnête est ténue. Un concurrent outragé, une serveuse maltraitée, un fournisseur mal dédommagé, autant de situations qui peuvent ternir la réputation de la femme accusée et la fragiliser durablement. Aussi l'énergie mise par ces femmes pour faire circuler des représentations positives d'elles-mêmes (de

sexe et de race) dans tous ces cercles sont à la hauteur des enjeux pressentis. Rappelons que les représentations de la femme, partie seule en migration, demeurent très souvent négatives et celles qui en sont conscientes n'ont de cesse d'essayer d'y remédier.

Ce crédit social doit sans cesse être conforté dans un milieu où la dénonciation – qu'elle renvoie à des actes réels ou supposés – semble banalisée. La réputation s'entretient comme un capital et résulte de la mise en œuvre permanente de multiples savoirs pratiques : user de l'art subtil du crédit pour conserver la clientèle la plus large, savoir mobiliser des témoins sûrs, crédibles, susceptibles d'apporter leur soutien en cas d'accusations portées à son endroit, trouver une place de choix dans le réseau des informations de bouche à oreille pour être mise au courant avant les autres des opportunités de travail.

Ces femmes orientent également dès qu'elles le peuvent leur générosité en direction de leur famille élargie pour consolider là-bas leur renommée, pour retisser du lien. Prenant en charge la scolarisation des enfants, soutenant les projets des adolescents et assistant leurs aînés, les commerçantes de Noailles tentent de légitimer un parcours solitaire souvent contesté et de se réconcilier avec leur passé. Se considérant dorénavant comme responsables de cette grande famille africaine qu'elles financent abondamment tout en s'affichant en France en tant que femmes mariées et mères accomplies, elles estiment avoir forcé le destin, être advenues. Quelques-unes réinvestissent également dans des cérémonies familiales et religieuses au pays toujours dans la perspective d'accroître leur prestige et celui de leur famille. On peut se demander si la consolidation de leur réputation est un élément de leur émancipation ou à l'inverse, si l'obligation de redistribution financière à laquelle elles se soumettent avec une énergie plus forte encore que leurs compatriotes de sexe masculin⁴ ne les réinstallent pas dans le schéma de domination masculine en vigueur dans leur société d'origine.

Des déplacements encadrés pour une aventure bornée

Les femmes africaines, qui assurent la navette commerciale entre leur pays d'origine et une contrée éloignée se déplacent rarement en solitaire, contrairement à leurs compatriotes de sexe masculin, contrairement aux migrantes. On peut considérer que leur aventure est bornée, ou à tout le moins, s'inscrit dans une démarche plus collective. Bien souvent, elles commencent à voyager à deux ou à trois, en compagnie d'une parente, d'une amie ou d'une voisine plus aguerrie, mieux informée qui les guide dans les démarches administratives, qui les conseille dans leurs achats, qui les recommande auprès des grossistes et intermédiaires, en bref, qui les initie aux ficelles du métier. Non seulement, cette organisation collective leur permet de faire des économies d'échelle quand il s'agit de partager une chambre d'hôtel, de remplir un conteneur ou d'expédier les marchandises

4. La « dette de la gratitude » oblige davantage les femmes que les hommes partis en migration. rappelait Liane Mozère dans son travail sur les domestiques philippines émigrées en France.

groupées, à tour de rôle, par cargo au pays. Mais encore, elle rassure la famille restée au pays, en donnant une garantie d'honorabilité à leur démarche. En effet, ces voyages fréquents qui durent entre huit et dix semaines dans un monde éloigné et étranger, où elles ne sont pas accompagnées d'un parent mâle, ne sont pas bien perçus par la société d'origine, surtout quand elle est musulmane. Les Comoriennes qui se déplacent à Guangzhou, hors de *dar al islam* ont d'autant plus de chances d'être considérées comme des femmes légères, irresponsables et au comportement déviant qu'elles ne bénéficient pas de protection masculine dans leur pays et qu'elles sont célibataires, divorcées ou veuves. Un voyage engagé indépendamment de la famille reste stigmatisé. Victoria Ebin, dans un travail pionnier, avait montré que des femmes sénégalaises, s'étant expatriées aux États-Unis sur les traces de leurs compatriotes au milieu des années 1980 pour y développer un commerce de gros transnational, avaient dû déployer des stratégies identitaires élaborées pour justifier leur volonté d'autonomisation. Femmes âgées appartenant à la confrérie musulmane mouride, elles avaient pu légitimer leur choix d'un parcours solitaire en réinterprétant les préceptes musulmans à leur avantage et, plus précisément, en mettant en avant la ressemblance existant entre leurs parcours professionnels et celui de la mère du leader spirituel des Mourides, Cheik Amadou Bamba [Ebin, 1995]. Mais ces instrumentalisation du religieux ne sont pas toujours envisageables pour les commerçantes qui ne se fixent pas dans les lieux visités.

Le groupe, lors de ces voyages d'affaire, constitue donc avant tout une protection contre les rumeurs et autres atteintes à la dignité, à la morale, même s'il peut conduire à terme à un enfermement insupportable aux yeux de certaines femmes. Au sein de ces petits collectifs, les femmes peuvent attendre sans risquer de « mauvaises rencontres », dans les aéroports ou les gares, comme elles peuvent négocier plus facilement des réaménagements des espaces hôteliers auprès des gérants pour rendre leur séjour plus en conformité avec leur condition de femme africaine respectable et pour redéfinir la frontière séparant la sphère domestique de la sphère publique. C'est ainsi qu'à Guangzhou, des visiteuses maliennes ont obtenu du gérant la possibilité de se préparer à manger dans leurs chambres au lieu d'avoir à se déplacer et à s'exposer dans des restaurants du quartier. Elles reçoivent également leurs consœurs dans ces chambres, transformées en suites, parfois même des fournisseurs et parlent d'un « chez nous » pour désigner ces lieux. À un étage supérieur du Tianxiu Building, une famille sénégalaise a transformé son appartement en hôtel-restaurant officieux. Elle y propose des plats du pays pour les visiteuses de passage qui ont investi les quelques chambres disponibles et qui circulent librement dans cet espace privatisé. Tandis qu'à Dubaï, des Guinéennes ont fait appel à des compatriotes installées durablement aux Émirats arabes pour se faire livrer à leur hôtel des plats préparés africains et limiter ainsi la fréquentation des espaces publics. Toutes veillent soigneusement à la respectabilité des hôtels où elles descendent, prêtes à déménager à la moindre alerte ou commérage, pour défendre leur réputation dans ce pays musulman. Balisés, les déplacements de la majorité d'entre elles s'éloignent des sentiers de l'aventure et

diffèrent largement de ceux engagés par les *Nana Benz* de Marseille ou par leurs compatriotes de sexe masculin, qui arpentent plus librement les places marchandes pour s'y approvisionner. L'émancipation n'est envisageable que sous couvert d'une forte protection morale.

Le genre et la féminité comme ressource

Le genre : ressource ou défi ?

Si pour mener à bien leurs activités professionnelles, les femmes commerçantes doivent travailler à leur réputation, elles sont également amenées, dans d'autres circonstances, à profiter de leur appartenance au genre féminin, ou encore à jouer de leur féminité.

Le petit commerce de restauration, le tressage des cheveux que les Africaines de Noailles avaient toutes exercé à un moment ou un autre de leur enfance, pour certaines en parallèle de leurs études, est ainsi devenu le moyen le plus sûr de se créer un emploi, mais aussi, à plus long terme, de se réaliser en France. Les migrantes occupent en effet aujourd'hui les créneaux des salons de coiffure, de la vente de mèches ainsi que de la restauration communautaire, des secteurs habituellement dominés par les femmes africaines dans leurs pays d'origine, autant de niches économiques.

Ces femmes tablent de surcroît sur la réunion temporaire de leurs forces pour consolider leur influence sur la scène marchande marseillaise. C'est ainsi qu'en 1999, cinq femmes déjà bien installées à Marseille se sont regroupées pour créer l'Association des Nanas Benz de France. À l'image de leurs modèles, ces vendeuses de pagnes togolaises millionnaires circulant en Mercedes Benz dans les rues de Lomé jusqu'à la fin des années 1980, et dont la trajectoire marquée par l'émancipation avait déjà été éclairée par des travaux anthropologiques [Cordonnier, 1987], ces Africaines implantées en cœur de ville entendent bien symboliser la nouvelle réussite féminine africaine en migration. L'une d'entre elles explique qu'elle a d'ailleurs fait livrer à Abidjan une Mercedes achetée à Anvers pour parader lors de ses retours au pays et rappeler aux siens le chemin qu'elle a parcouru seule. Ces femmes n'ont de cesse de mettre en avant leur autonomie financière et leur ténacité pour y parvenir, expliquant, pour celles ayant épousé un Français, que c'est autant l'activité salariée peu qualifiée exercée précédemment que le soutien financier conjoncturel de leur conjoint qui leur a permis de se lancer dans ce commerce indépendant et de devenir « l'égale de leur mari ».

D'autres encore estiment avoir mieux réussi que leurs compatriotes de sexe masculin dans leur insertion professionnelle, et le font savoir : « Je pense que les hommes ne nous font pas honneur. Ils ne font rien de bon ici et sont le plus souvent soutenus par les femmes, par leurs sœurs notamment. Les hommes arrivent ici sans ambition... Le commerce c'est moi toute seule. » Égalité par rapport au mari, supériorité par rapport au compatriote mâle, ces revendications doivent-elles être interprétées comme des déclarations d'émancipation ?

Une entrée négociée dans un monde d'hommes

Les « femmes navettes » quant à elles découvrent un monde professionnel fréquenté et contrôlé principalement par des hommes, où elles sont amenées à user de multiples stratégies pour y trouver place. Dans les transactions marchandes, où sans exception, tous les interlocuteurs – industriels, grossistes, guides, transitaires ou commissionnaires en douane – appartiennent au genre masculin, les visiteuses peuvent jouer des représentations sexistes pour arriver à leurs fins. Tantôt elles se posent en femme de caractère tantôt en femme faible – jeune fille séduisante ou mère fatiguée – pour forcer le respect, souligner la complicité, mettre à l'épreuve la légendaire « générosité » des hommes à leur égard, et obtenir ainsi des tarifs très compétitifs. Certaines mieux que d'autres alternent avec discernement entre la séduction et la pudeur. Dans les pays traversés, ces femmes prennent aussi conscience des préjugés de race et de sexe en acte et sont capables d'en user pour accroître leur profit économique, à l'image des commerçantes de Noailles. En ce sens, on peut dire qu'elles mettent en œuvre des compétences culturelles qui les rapprochent des commerçantes « cosmopolites » décrites par d'autres chercheurs [Rosanders, 2005]. C'est leur ouverture sur le monde extérieur, leur capacité à modifier leur horizon personnel qui leur permet d'évaluer les différentiels de comportements et d'en jouer. Toute une gamme de tactiques est ainsi mobilisée pour obtenir l'aide d'un porteur, les faveurs d'un grossiste, pour limiter les taxes, éviter les saisies en douane. Et ces tactiques ne sont pas les mêmes dans les pays d'accueil que dans le pays d'origine ; ce qui leur demande d'être au fait des usages d'ici et de là-bas et d'avoir l'habileté de les décliner à bon escient. Chez elles, elles jouent de leurs multiples relations dans l'échelle administrative et politique pour faire baisser notablement les droits de douane. Les commissionnaires auraient plus de scrupules semble-t-il à taxer des femmes qui jouent de leur statut de mère nourricière. Face à un groupe de femmes organisées et soutenues politiquement, les douaniers ont également plus de difficultés à imposer les tarifs en vigueur. C'est ainsi que les *big women* mauritaniennes, ces épouses d'hommes influents dans la sphère politique ou d'hommes d'affaires fortunés, se sont appuyées un temps sur le discours étatique qui mettait alors l'accent sur la promotion féminine pour obtenir des facilités douanières. Par ce biais, elles ont pu également créer un marché de femmes pour les femmes à Nouakchott, approvisionné directement à partir des marchandises qu'elles achetaient à Dubaï ou en Chine [Lesourd, 2006].

Ces dernières années, alors que les États sont de plus en plus nombreux à durcir leur politique d'attribution des visas d'entrée et de séjour, il semblerait que les femmes africaines obtiennent, plus facilement que les hommes, des visas d'affaires. Cet élément est d'ailleurs mis en avant tant par les hommes que les femmes commerçantes dans leurs discours pour expliquer la « féminisation » amorcée du secteur. Les autorités diplomatiques chinoises notamment sembleraient moins craindre que les commerçantes profitent de cette opportunité pour se fixer durablement dans le pays. La suspicion porte prioritairement sur les hommes. Ce qui explique d'ailleurs le développement rapide et récent de ces voyages au féminin en Asie. Ces préjugés sexistes sur les intentions supposées des

commerçants donnent aux femmes un pouvoir inédit dans les négociations familiales. La féminité devient un atout. Les femmes se retrouvent investies d'un nouveau rôle par leur mari : celui de partir en voyage pour subvenir aux besoins de toute la famille⁵.

L'accès à ces nouveaux réseaux professionnels, tout comme la mise en relation dans des pays différents avec des interlocuteurs de toutes origines, sont autant d'éléments qui permettent aux commerçantes d'appréhender d'une autre manière leur avenir, et d'envisager une ouverture dans une existence qui, auparavant, ne débouchait pas sur de telles perspectives. Sont-ce les raisons pour lesquelles certaines d'entre elles se définissent comme des aventurières, alors que nous l'avons vu, elles partent rarement à l'étranger sans filet de sécurité et leur prise de risque se limite pour certaines à l'abandon provisoire du foyer ?

Émancipation et aventure : un même combat ?

Dans les places marchandes asiatiques comme à Noailles, la notion d'aventure a été mobilisée spontanément par nombre de mes interlocutrices pour rendre compte de leur expérience de la mobilité. Comment interpréter l'emploi récurrent de cette notion ? Entendaient-elles ainsi se valoriser aux yeux de la chercheuse en réenchantant un parcours ordinaire scandé de quelques incertitudes ? Autrement dit, l'aventure migratoire participerait-elle d'une nouvelle mythologie permettant de se mettre en scène et de donner une dimension épique ou initiatique à son récit ? Ou serait-ce une manière déguisée de faire savoir le plaisir qu'on a ressenti à voyager, à rencontrer des personnes et des situations différentes, à s'autonomiser vis-à-vis de sa famille, de son conjoint, à se réaliser en tant qu'individu ?

Les travaux sociologiques et philosophiques portant sur l'aventure insistent sur le fait que seule la mise en abyme d'un événement ordinaire peut l'élever au rang d'aventure : « ... pour que l'événement le plus banal devienne une aventure, il faut et il suffit qu'on se mette à le raconter » [Sartre, 1972]. Autrement dit, l'aventurière n'existerait pas en tant que telle mais serait recréée *a posteriori* par le biais d'une mise en récit de son parcours ; l'éclat de l'aventure tiendrait essentiellement à la façon dont on se retourne sur elle, dont on la conte ou en souligne les péripéties. C'est ainsi que les Nana Benz de Noailles mettent toute leur ardeur pour faire savoir à leurs compatriotes et concurrents comment elles ont été suffisamment rusées pour négocier des dérogations auprès des instances publiques chargées de vérifier la mise en conformité des espaces marchands ou de récupérer des arriérés d'impôts. Présentées comme des « faits d'armes », comme des épreuves passées avec brio, ces actions de détournement racontées par les femmes doivent leur permettre de briller auprès de leurs pairs et d'accroître ainsi leur prestige. Dans ce petit monde influencé par le mouvement de la SAPE (Société des

5. De la même manière, l'insertion des femmes immigrées sur le marché international du *care* répond aussi souvent à une stratégie de maintien et de survie de l'unité domestique.

ambianceurs et des personnes élégantes), parler haut et fort, exhiber ses vêtements de marque à l'occasion de soirées communautaires, en bref opter pour l'ostentation sont aussi des stratégies gratifiantes dès lors où elles permettent d'attirer sur soi le regard et la renommée.

Pour d'autres commerçantes de Noailles et certaines *femmes navettes*, c'est plutôt l'état de tension, dans lequel elles se trouvaient quand elles ont quitté leur pays, et la volonté, l'intensité avec lesquelles elles se sont lancées vers de nouveaux horizons inconnus qu'elles réinterprètent comme les marques distinctives de l'aventure. Ce qui renvoie précisément à la définition donnée par Georg Simmel : « [L'aventure] est avant tout caractérisée par le radicalisme avec lequel elle se manifeste comme étant une tension caractéristique de la vie. Par l'intensité de ces tensions, l'événement ordinaire devient une aventure » [Simmel, 1912, p. 87]. Elles sont tout aussi nombreuses à expliquer que cette mise à distance leur permet d'échapper à la routine quotidienne, de tester l'imprévu et d'expérimenter le « piment de la vie ». La sensation de danger, mêlée au plaisir de la découverte n'est pas totalement pour leur déplaire, même si elles n'en parlent qu'à mots couverts. Le plaisir pris à l'occasion des voyages ou de la rencontre de l'autre étranger est brièvement avancé par ces commerçantes, tout juste après avoir dit qu'elles se considéraient comme des aventurières ; ce sentiment n'est en revanche jamais commenté librement.

Revendiquer l'aventure au féminin n'est-ce pas aussi une manière de faire entendre qu'elles sont à égalité avec les migrants ou les commerçants qui s'engagent sur les mêmes routes et que les caractéristiques souvent mises en avant pour qualifier l'aventure, telles que le courage physique, le goût du risque, la recherche d'indépendance et d'imprévu peuvent aussi se décliner au féminin ?

Des historiens ont montré comment en Occident, l'aventurière n'avait jamais pu être considérée comme le féminin de l'aventurier et avait, au fil des siècles, conservé une mauvaise réputation liée à son sexe et aux représentations que les hommes s'en faisaient dans nos sociétés judéo-chrétiennes. Du XII^e siècle marqué par l'amour courtois jusqu'à l'époque de l'Ancien Régime, le destin de l'aventurière européenne fut assimilé à celui de la courtisane : une femme qui se conformait à l'image de son sexe, imposée par les normes. « Aux hommes, la conquête des terres, aux femmes, la conquête des hommes » rappelait abruptement l'historien Sylvain Venayre. Les dictionnaires peinent encore aujourd'hui à donner un sens positif et valorisant à l'aventure féminine. Dans les travaux des philosophes, le rôle différencié des hommes et des femmes a été également posé comme une évidence devant l'aventure, laquelle ne pouvait qu'être amoureuse. Plus de vingt ans après la parution du *Deuxième Sexe*, Vladimir Jankelevitch, notamment dans *L'Aventure, l'ennui et le sérieux*, estimait que si les hommes couraient l'aventure, les femmes l'attendaient, postulant « l'urgence comme masculine » et insistant notamment sur la passivité de la femme dans l'aventure amoureuse [Jankelevitch, 1963, p. 38]. Souvenons-nous également des propos provocateurs tenus par Pierre Mac Orlan dans son manuel du parfait aventurier paru en 1920 : « La femme doit

occuper dans un roman d'aventure la place qu'occupe un poisson volant desséché et pendu au plafond, dans un petit bar à matelot, sur les quais de la Tamise » [Mac Orlan, 1998, p. 36].

À leur manière, les commerçantes africaines s'inscrivent en faux par rapport à ces discours et analyses. Si leur migration ou leur voyage, pour être engagés, peuvent les conduire parfois à user de leur féminité, elles entendent aussi nous faire savoir leur volonté d'exister en tant qu'individus. À l'image des hommes, leur démarche ne relève pas de la seule dimension économique. L'autonomie économique ne serait qu'un premier pas vers l'émancipation. Partir à l'étranger devient une voie alternative pour se construire socialement et surtout individuellement. S'aventurer, c'est passer outre, c'est aller voir plus loin dans l'espace mais aussi plus loin dans sa vie, en prenant des chemins de traverse, en optant au besoin pour la dissimulation. Les femmes commerçantes ne cherchent pas uniquement un travail rémunérateur, elles cherchent aussi à s'ouvrir sur des expériences culturelles différentes et à donner un autre sens à leur existence. « Chercher la vie », une expression en passe de devenir aujourd'hui un leitmotiv parmi ce petit monde.

Conclusion

Ni héroïnes, ni femmes totalement indépendantes, les femmes africaines, commerçantes au long cours ou migrantes internationales, s'efforcent de trouver leur chemin dans la jungle urbaine, jouant quand elles le peuvent la carte solitaire et esquivant, par le biais de tactiques plus ou moins élaborées, la réprobation morale qui pourrait les atteindre. Elles partent à la découverte de terres lointaines pour trouver une liberté, combler des horizons d'attente insatisfaits, saisir de nouvelles opportunités et trouver la place, la reconnaissance qu'elles peinent à acquérir dans des sociétés encore dominées par les hommes. Cette quête d'indépendance qui peut prendre les allures de l'aventure est aussi à resituer au regard de la dégradation continue des économies africaines, de l'essor du processus d'individualisation et de l'émergence de nouvelles représentations du monde du travail. En lien avec la montée du chômage parmi les diplômés, on assiste à la fois à une dévalorisation du travail salarié et des diplômés universitaires ainsi qu'à une revalorisation de l'activité commerciale, censée assurer un revenu financier immédiat au plus grand nombre. *Travailler* rime désormais avec *se débrouiller*. De nouveaux modèles de réussite sociale apparaissent dans lesquels l'aventure revisitée trouve pleinement sa place par les opportunités et l'espoir qu'elle offre. Tout redevient possible pour l'individu, son horizon s'élargit à condition qu'il prenne son destin en main et qu'il soit disposé à prendre des risques et à endurer de nouvelles épreuves.

Bibliographie

- BERTONCELLO B., BREDELOUP S. [2004], *Colporteurs africains à Marseille. Un siècle d'aventures*, Paris, Autrement, 167 p.
- BERTONCELLO B., BREDELOUP S. [2007], « De Hong Kong à Guangzhou, de nouveaux "comptoirs" africains s'organisent », *Perspectives chinoises*, n° 1, p. 98-110.
- BREDELOUP S. [2008], « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. 125, n° 2, p. 281-306.
- CORDONNIER R. [1987], *Femmes africaines et commerce. Les revendeuses de tissus de la ville de Lomé*, Paris, L'Harmattan, 190 p.
- DELAUNAY V. [1994], *L'Entrée en vie féconde. Expression démographique des mutations socio-économiques d'un milieu rural sénégalais*, Paris, Études du CEPED, n° 7, 326 p.
- DESTREMAU B., LAUTIER B. [2002], « Femmes en domesticité. Les domestiques du Sud, au Nord et au Sud », *Revue tiers-monde*, n° 170, p. 249-264.
- EBIN V. [1995], "Women's Saints and Strategies: the Expanding Role of Senegalese Women in International Trade" », *Monde en développement*, tome 23, n° 91, p. 113-115.
- EICHLER M. [1991], *Nonsexist Research Methods. A Practical Guide*, New York (N. Y.), Londres, Routledge, 182 p.
- FALQUET J., HIRATA H., KERGOAT D., LABARI B., LE FEUVRE N., SOW F. [2010], *Le Sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 280 p.
- FINDLEY S.E. [1989], « Les migrations féminines dans les villes africaines : une revue de leurs motivations et expériences », in ANTOINE P., COULIBALY S. (dir.), *L'Insertion urbaine des migrants en Afrique*, Paris, Orstom, p. 55-70.
- GOERG O., DULUCQ S. [2004], « Le fait colonial au miroir des colonisées. Femmes, genre et colonisation : un bilan de recherche francophones en histoire de l'Afrique subsaharienne (1950-2003) », in HUGON A. (dir.), *Histoire des femmes en situation coloniale, Afrique et Asie, XX^e siècle*, Paris, Karthala, p. 43-70.
- GOFFMAN E. [1956], « The Nature of Deference and Demeanor », *American Anthropologist*, n° 58, p. 473-502.
- GREEN N. [2002], *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 138 p.
- HUGHES E. [1996], « Carrières, cycles et tournants de l'existence », in HUGHES E., *Le Regard sociologique*, Paris, EHESS, p. 165-173.
- JACQUEMIN M. [2000], « Petites nièces et petites bonnes : le travail des fillettes en milieu urbain de Côte d'Ivoire », *Journal des africanistes*, vol. 70, n° 70-1-2, p. 105-122.
- JACQUEMIN M. [2003], « Les petites bonnes de Côte d'Ivoire entre le village et la ville : l'exemple des jeunes migrantes du Nord Est au travail à Abidjan », *Revue du GREJEM* n° 2, p. 24-37.
- JANKELEVITCH V. [1963], *L'Aventure, l'ennui le sérieux*, Paris, Aubier, 222 p.
- LESCLINGAND M. [2004], « Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali : de la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale », *Sociétés contemporaines*, n° 55, p. 21-42.
- LESOURD C. [2006], *Au bonheur des dames, femmes d'affaires mauritaniennes de nos jours*, thèse de sociologie, EHESS, Paris, 316 p.
- MAC ORLAN P. [1998], *Le Petit Manuel du parfait aventurier*, Paris, Mercure de France [1^{re} éd. 1920], 64 p.

- MANRY V. [2005], « Les mobilités féminines maghrébines dans l'espace euro-méditerranéen : quand Fatima, Assia, Meryem et les autres prennent la route », *Migrations société*, vol. 17, n° 99-100, p. 201-213.
- MARFAING L. [2007], « Commerce, constructions spatiales relationnelles dans un espace urbain : commerçantes sénégalaises à Casablanca », in BOESEN E., MARFAING L. (dir.), *Les Nouveaux Urbains dans l'espace Sahara-Sahel. Un cosmopolitisme par le bas*, Paris, Karthala, p. 159-186.
- MOROKVASIC M. [1984], "Birds of Passage Are Also Women" », *International Migration Review*, n° 4, p. 886-907.
- MOZÈRE L. [2002], « Des domestiques philippines à Paris : un marché mondial de la domesticité ? », *Revue tiers-monde*, tome 43, n° 170, p. 373-396.
- PARRENAS R. [2001], *Servants of Globalization : Women Migration and Domestic Work*, Palo Alto (Calif.), Stanford University Press, 309 p.
- ROSANDERS E.E. [2005], « Cosmopolites et locales : femmes sénégalaises en voyage », *Afrique & histoire*, vol. 4, n° 2, p. 103-122.
- SARTRE J.-P. [1972], *La Nausée*, Paris, Gallimard « Folio » [1^{re} éd. 1938], 247 p.
- VENAYRE S. [2002], *La Gloire de l'aventure. Genèse d'une mystique moderne 1850-1940*, Paris, Aubier, 352 p.
- VIDAL C. [1977], « Guerre des sexes à Abidjan. Masculin, féminin », *Cahiers d'études Africaines*, vol 17, n° 65, p. 121-153.